

# Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Mirabel

Code géographique : 74005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire

Québec 



Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

## **Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017**

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----



**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jeannic D'Aoust, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Mirabel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016

(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

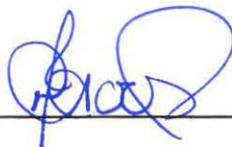
au budget de Mirabel pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,

(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-05-08.

(Date)

Signature



Date

2017-04-28

## Section I - États financiers consolidés



## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Mirabel et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Ville portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Mirabel et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Mirabel inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

---

secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2, S23-3 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Comptables professionnels agréés

*Mélanie Therrien*

Mélanie Therrien, CPA auditrice, CA  
Blainville

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

---

DATE 2017-04-28



**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

DATE \_\_\_\_\_

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalizations 2015		Budget 2016	Réalizations 2016		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	54 609 090	55 462 300	56 569 713			56 569 713
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 204 756	2 405 900	2 812 079			2 812 079
Quotes-parts	3					1 464 545	550
Transferts	4	1 860 584	2 102 100	2 621 707		1 607 736	4 229 443
Services rendus	5	6 707 419	5 947 800	6 822 359		1 672 537	7 732 724
Imposition de droits	6	7 231 213	5 996 400	11 777 474			11 777 474
Amendes et pénalités	7	3 090 031	3 186 400	3 328 178			3 328 178
Revenus de placements de portefeuille	8		675 000	908 344			908 344
Autres revenus d'intérêts	9	1 413 266	550 000	656 517		395	656 912
Autres revenus	10	832 653	3 984 100	2 644 540		3 811	2 648 351
Effet net des opérations de restructuration	11			528 892			528 892
	12	77 949 012	80 310 000	88 669 803		4 749 024	91 192 660
<b>Investissement</b>							
Taxes	13	1 257 194	512 500	370 627			370 627
Quotes-parts	14					941	
Transferts	15	1 011 000	8 939 000	2 162 700		13 850	2 176 550
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	16	5 678 258	6 758 000	3 206 482			3 206 482
Autres	17		1 085 000	195 390			195 390
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18						
	19	7 946 452	17 294 500	5 935 199		14 791	5 949 049
	20	85 895 464	97 604 500	94 605 002		4 763 815	97 141 709
<b>Charges</b>							
Administration générale	21	6 275 822	6 920 000	7 003 403	295 848		7 299 251
Sécurité publique	22	12 412 174	13 182 900	12 850 078	705 576		13 555 654
Transport	23	11 409 949	12 290 600	12 092 224	6 515 487	4 235 770	20 819 519
Hygiène du milieu	24	12 111 134	13 240 400	12 694 436	6 906 545		19 600 981
Santé et bien-être	25						
Aménagement, urbanisme et développement	26	2 545 164	3 714 956	3 689 144	18 558		3 707 702
Loisirs et culture	27	9 603 339	9 776 500	10 058 257	2 469 304	505 345	12 829 760
Réseau d'électricité	28						
Frais de financement	29	3 901 041	3 197 000	3 414 421		26 954	3 441 375
Effet net des opérations de restructuration	30			248 496			248 496
Amortissement des immobilisations	31	16 300 909	17 872 000	16 911 318	( 16 911 318 )		
	32	74 559 532	80 194 356	78 961 777		4 768 069	81 502 738
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	33	11 335 932	17 410 144	15 643 225		(4 254)	15 638 971

Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	11 335 932		17 410 144		15 643 225	(4 254)	15 638 971
Moins: revenus d'investissement	2	( 7 946 452 )	(	( 17 294 500 )	(	( 5 935 199 )	( 14 791 )	( 5 949 049 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	3 389 480		115 644		9 708 026	(19 045)	9 689 922
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
<b>Immobilisations</b>								
Amortissement	4	16 300 909		17 872 000		16 911 318	153 483	17 064 801
Produit de cession	5	6 918		2 873 800		1 701 360		1 701 360
(Gain) perte sur cession	6	13 131		(2 737 600)		(1 207 520)	106	(1 207 414)
Réduction de valeur / Reclassement	7					(478 160)		(478 160)
	8	16 320 958		18 008 200		16 926 998	153 589	17 080 587
<b>Propriétés destinées à la revente</b>								
Coût des propriétés vendues	9	278		454 756		454 756		454 756
Réduction de valeur / Reclassement	10					478 160		478 160
	11	278		454 756		932 916		932 916
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats</b>								
Remboursement ou produit de cession	12					57 377		57 377
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14	31 513				16 512		16 512
	15	31 513				73 889		73 889
<b>Financement</b>								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	42 032		298 000		609 347		609 347
Remboursement de la dette à long terme	17	( 8 871 288 )	(	( 9 186 600 )	(	( 9 185 684 )	( 63 230 )	( 9 248 914 )
	18	(8 829 256)		(8 888 600)		(8 576 337)	(63 230)	(8 639 567)
<b>Affectations</b>								
Activités d'investissement	19	( 8 587 517 )	(	( 9 767 400 )	(	( 10 318 500 )	( 17 543 )	( 10 336 043 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20							
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 657 600		600 000				
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 100 495)		(522 600)		(1 399 361)		(1 399 361)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	5 961				(89 866)		(89 866)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(8 024 451)		(9 690 000)		(11 807 727)	(17 543)	(11 825 270)
	26	(500 958)		(115 644)		(2 450 261)	72 816	(2 377 445)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	2 888 522				7 257 765	53 771	7 312 477

<sup>1</sup> Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015	Budget 2016	Réalisations 2016		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	7 946 452	17 294 500	5 935 199	14 791	5 949 049
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Acquisition						
Administration générale	2	( 128 848 )	( 159 000 )	( 77 261 )	( )	( 77 261 )
Sécurité publique	3	( 950 845 )	( 336 100 )	( 607 198 )	( )	( 607 198 )
Transport	4	( 11 081 786 )	( 10 096 200 )	( 8 889 504 )	( 25 434 )	( 8 914 938 )
Hygiène du milieu	5	( 8 006 416 )	( 16 443 000 )	( 4 990 867 )	( )	( 4 990 867 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 2 267 592 )	( 870 200 )	( 330 201 )	( )	( 330 201 )
Loisirs et culture	8	( 3 076 967 )	( 9 243 100 )	( 5 557 051 )	( 6 900 )	( 5 563 951 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 25 512 454 )	( 37 147 600 )	( 20 452 082 )	( 32 334 )	( 20 484 416 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Acquisition	11	( 735 747 )	( 466 900 )	( 1 102 904 )	( )	( 1 102 904 )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats</b>						
Émission ou acquisition	12	( 66 849 )	( )	( 263 373 )	( )	( 263 373 )
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 385 168		7 749 503		7 749 503
<b>Affectations</b>						
Activités de fonctionnement	14	8 587 517	9 767 400	10 318 500	17 543	10 336 043
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15					
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17	1 244 200		196 424		196 424
	18	9 831 717	9 767 400	10 514 924	17 543	10 532 467
	19	(12 098 165)	(27 847 100)	(3 553 932)	(14 791)	(3 568 723)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(4 151 713)	(10 552 600)	2 381 267		2 380 326

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.



**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015	Budget 2016	Réalisations 2016		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	11 335 932	17 410 144	15 643 225	(4 254)	15 638 971
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	( 25 512 454 )	( 37 147 600 )	( 20 452 082 )	( 32 334 )	( 20 484 416 )
Produit de cession	3	6 918	2 873 800	1 701 360		1 701 360
Amortissement	4	16 300 909	17 872 000	16 911 318	153 483	17 064 801
(Gain) perte sur cession	5	13 131	(2 737 600)	(1 207 520)	106	(1 207 414)
Réduction de valeur / Reclassement	6			(478 160)		(478 160)
	7	(9 191 496)	(19 139 400)	(3 525 084)	121 255	(3 403 829)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(280 713)		(624 744)		(624 744)
Variation des stocks de fournitures	9	3 085		(7 442)		(7 442)
Variation des autres actifs non financiers	10	542 874		726 431	(2 705)	723 726
	11	265 246		94 245	(2 705)	91 540
	12	2 409 682	(1 729 256)	12 212 386	114 296	12 326 682
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice</b>	13					
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	2 409 682	(1 729 256)	12 212 386	114 296	12 326 682
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice						
Solde déjà établi	15	(84 175 098)		(81 765 416)	(880 035)	(82 645 451)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16					
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17					
Solde redressé	18	(84 175 098)		(81 765 416)	(880 035)	(82 645 451)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19	(81 765 416)		(69 553 030)	(765 739)	(70 318 769)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES  
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2015	Administration municipale	Administration municipale	2016	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>							
Encaisse	1			9 736 118	503 994		10 614 516
Débiteurs (note 5)	2	19 330 575		21 546 662	868 470		21 663 121
Prêts (note 6)	3			169 178			169 178
Placements de portefeuille (note 7)	4	36 832 159		37 152 871			37 152 871
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5						
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6						
Autres actifs financiers (note 9)	7	454 756					
	8	56 617 490		68 604 829	1 372 464		69 599 686
<b>PASSIFS</b>							
Découvert bancaire	9	47 189					
Emprunts temporaires (note 10)	10	2 013 589					
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	19 063 482		21 321 636	1 131 714		22 075 743
Revenus reportés (note 12)	12	7 211 798		8 899 073	91 844		8 990 917
Dettes à long terme (note 13)	13	105 032 848		103 742 150	914 645		104 656 795
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	5 014 000		4 195 000			4 195 000
	15	138 382 906		138 157 859	2 138 203		139 918 455
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	(81 765 416)		(69 553 030)	(765 739)		(70 318 769)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>							
Immobilisations (note 15)	17	341 225 753		344 750 837	1 436 773		346 187 610
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	1 854 451		2 479 195			2 479 195
Stocks de fournitures	19	21 603		29 045			29 045
Autres actifs non financiers (note 17)	20	777 191		50 760	8 825		59 585
	21	343 878 998		347 309 837	1 445 598		348 755 435
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	14 251 702		20 513 620	53 246		20 566 866
Excédent de fonctionnement affecté	23	600 000		1 595 847			1 595 847
Réserves financières et fonds réservés	24	11 922 105		12 969 413	24 258		12 993 671
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( 1 357 295 )		( 1 737 988 )			( 1 737 988 )
Financement des investissements en cours	26	(6 956 214)		(4 895 714)			(4 895 714)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	243 653 284		249 311 629	602 355		249 913 984
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28						
	29	262 113 582		277 756 807	679 859		278 436 666

<sup>1</sup> Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalizations 2015		Réalizations 2016	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Activités de fonctionnement</b>					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	11 335 932	15 643 225	(4 254)	15 638 971
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	16 300 909	16 911 318	153 483	17 064 801
Autres					
- Réduction de valeur	3	31 513	(461 648)		(461 648)
- Perte(gain)cession immobilisat	4	13 131	(1 207 520)	106	(1 207 414)
	5	27 681 485	30 885 375	149 335	31 034 710
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(3 144 032)	(2 216 087)	(425 862)	(1 889 938)
Autres actifs financiers	7	(454 756)	454 756		454 756
Créditeurs et charges à payer	8	(105 790)	2 258 154	639 603	2 520 150
Revenus reportés	9	(34 355)	1 687 275	65 952	1 753 227
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	43 000	(819 000)		(819 000)
Propriétés destinées à la revente	11	(280 713)	(624 744)		(624 744)
Stocks de fournitures	12	3 085	(7 442)		(7 442)
Autres actifs non financiers	13	542 874	726 431	(2 705)	723 726
	14	24 250 798	32 344 718	426 323	33 145 445
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>					
Acquisition	15 (	25 512 454 ) (	20 452 082 ) (	32 334 ) (	20 484 416 )
Produit de cession	16	6 918	1 701 360		1 701 360
	17	(25 505 536)	(18 750 722)	(32 334)	(18 783 056)
<b>Activités de placement</b>					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats					
Émission ou acquisition	18 (	66 849 ) (	263 373 ) (		263 373 )
Remboursement ou cession	19		57 377		57 377
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 (	7 238 269 ) (	300 406 ) (		300 406 )
Cession	21			439 500	439 500
	22	(7 305 118)	(506 402)	439 500	(66 902)
<b>Activités de financement (note 23)</b>					
Émission de dettes à long terme	23	11 829 000	27 370 950		27 370 950
Remboursement de la dette à long terme	24 (	16 976 992 ) (	28 664 720 ) (	79 175 ) (	28 743 895 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	2 013 589	(2 013 589)	(188 106)	(2 201 695)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	186 411	3 072	2 959	6 031
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(2 947 992)	(3 304 287)	(264 322)	(3 568 609)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>					
	30	(11 507 848)	9 783 307	569 167	10 726 878
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
Solde déjà établi	31	11 460 659	(47 189)	38 976	(8 213)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32			(104 149)	(104 149)
Solde redressé	33	11 460 659	(47 189)	(65 173)	(112 362)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>					
	34	(47 189)	9 736 118	503 994	10 614 516

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.



**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>		<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	
<b>Rémunération</b>	1	18 153 646	20 599 600	20 075 711	420 665	20 496 376
<b>Charges sociales</b>	2	6 935 462	7 468 700	6 704 107	92 635	6 796 742
<b>Biens et services</b>	3	23 388 402	24 343 100	24 688 951	4 074 332	28 763 283
<b>Frais de financement</b>						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	3 054 080	2 938 600	2 857 504	21 462	2 878 966
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	215 479	187 300	197 200	2 932	200 132
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	631 482	71 100	359 717	2 560	362 277
<b>Contributions à des organismes</b>						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	3 757 833	3 066 200	3 325 842		1 098 734
Transferts	10		75 000	82 604		82 604
Autres	11	2 349	3 500	2 400		2 400
Autres organismes						
Transferts	12	1 869 124	3 049 500	3 246 745		3 246 745
Autres	13					
<b>Amortissement des immobilisations</b>	14	16 300 909	17 872 000	16 911 318	153 483	17 064 801
<b>Autres</b>						
-	15	250 766	519 756	509 678		509 678
-	16					
-	17					
	18	74 559 532	80 194 356	78 961 777	4 768 069	81 502 738

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	55 974 800	56 940 340	55 866 284
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 405 900	2 812 079	2 204 756
Quotes-parts	3		550	
Transferts	4	12 422 979	6 405 993	4 231 506
Services rendus	5	7 641 659	7 732 724	7 536 205
Imposition de droits	6	5 996 400	11 777 474	7 231 213
Amendes et pénalités	7	3 186 400	3 328 178	3 090 031
Revenus de placements de portefeuille	8		908 344	744 821
Autres revenus d'intérêts	9	1 225 300	656 912	668 762
Autres revenus	10	11 827 100	6 050 223	6 505 017
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12		528 892	
	13	100 680 538	97 141 709	88 078 595
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	7 252 000	7 299 251	6 573 171
Sécurité publique	15	14 111 900	13 555 654	13 117 109
Transport	16	21 770 661	20 819 519	20 303 738
Hygiène du milieu	17	20 438 400	19 600 981	18 848 848
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	3 742 956	3 707 702	2 572 478
Loisirs et culture	20	12 672 755	12 829 760	12 237 493
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	3 229 928	3 441 375	3 932 559
Effet net des opérations de restructuration	23		248 496	
	24	83 218 600	81 502 738	77 585 396
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	17 461 938	15 638 971	10 493 199
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		262 789 452	258 406 087
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27		8 243	(6 109 834)
Solde redressé	28		262 797 695	252 296 253
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		278 436 666	262 789 452

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	17 461 938	15 638 971	10 493 199
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	37 310 955 ) (	20 484 416 ) (	25 594 030 )
Produit de cession	3	2 873 800	1 701 360	6 918
Amortissement	4	18 046 775	17 064 801	16 451 940
(Gain) perte sur cession	5	(2 737 600)	(1 207 414)	22 182
Réduction de valeur / Reclassement	6		(478 160)	
	7	(19 127 980)	(3 403 829)	(9 112 990)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(624 744)	(280 713)
Variation des stocks de fournitures	9		(7 442)	3 085
Variation des autres actifs non financiers	10		723 726	560 396
	11		91 540	282 768
	12	(1 666 042)	12 326 682	1 662 977
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(1 666 042)	12 326 682	1 662 977
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(82 645 451)	(84 457 877)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			149 449
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(82 645 451)	(84 308 428)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		(70 318 769)	(82 645 451)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	10 614 516	
Débiteurs (note 5)	2	21 663 121	19 861 823
Prêts (note 6)	3	169 178	
Placements de portefeuille (note 7)	4	37 152 871	37 182 159
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		454 756
	8	69 599 686	57 498 738
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	9		8 213
Emprunts temporaires (note 10)	10		2 163 389
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	22 075 743	19 689 787
Revenus reportés (note 12)	12	8 990 917	7 245 549
Dette à long terme (note 13)	13	104 656 795	106 023 251
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	4 195 000	5 014 000
	15	139 918 455	140 144 189
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	(70 318 769)	(82 645 451)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	346 187 610	342 774 988
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	2 479 195	1 854 451
Stocks de fournitures	19	29 045	21 603
Autres actifs non financiers (note 17)	20	59 585	783 861
	21	348 755 435	345 434 903
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	278 436 666	262 789 452

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	15 638 971	10 493 199
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	17 064 801	16 451 940
Autres			
- Réduction de valeur	3	(461 648)	31 513
- Perte(gain)cession immob.	4	(1 207 414)	22 182
	5	31 034 710	26 998 834
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 889 938)	(2 487 409)
Autres actifs financiers	7	454 756	(454 756)
Créditeurs et charges à payer	8	2 520 150	(109 361)
Revenus reportés	9	1 753 227	(13 209)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(819 000)	43 000
Propriétés destinées à la revente	11	(624 744)	(280 713)
Stocks de fournitures	12	(7 442)	3 085
Autres actifs non financiers	13	723 726	560 396
	14	33 145 445	24 259 867
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 20 484 416 )	( 25 594 030 )
Produit de cession	16	1 701 360	6 918
	17	(18 783 056)	(25 587 112)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	( 263 373 )	( 66 849 )
Remboursement ou cession	19	57 377	103 680
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( 300 406 )	( )
Cession	21	439 500	(7 238 269)
	22	(66 902)	(7 201 438)
<b>Activités de financement (note 23)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	27 370 950	11 829 000
Remboursement de la dette à long terme	24	( 28 743 895 )	( 17 053 435 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(2 201 695)	2 023 957
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	6 031	189 370
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(3 568 609)	(3 011 108)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	10 726 878	(11 539 791)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	(8 213)	11 531 578
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32	(104 149)	
Solde redressé	33	(112 362)	11 531 578
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>			
	34	10 614 516	(8 213)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**1. Statut de l'organisme municipal**

La Ville de Mirabel a été constituée, le 1er janvier 1971, en vertu de la loi sur les citées et villes.

**2. Principales méthodes comptables**

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ses normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

**A) Périmètre comptable et partenariat**

Les états financiers consolidés incluent la quote-part attribuée à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Cette consolidation se fait ligne par ligne. La Régie intermunicipale du parc du Domaine-Vert est consolidée à un taux de 25 % et le Conseil intermunicipal de transport Laurentides à un taux de 7 % pour les postes de bilan et 8.79 % pour les postes de résultats.

La Corporation pour la protection de l'environnement à Mirabel est un organisme qui est inclus dans le périmètre comptable de la Ville de Mirabel mais ces résultats ne sont pas consolidés dans le rapport financier étant donné que les montants nets des parties liées ne sont pas significatifs. Les actifs nets représentent 191 899\$ et les produits nets des apparentés pour 541 703\$.

**B) Comptabilité d'exercice**

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

- Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

donne lieu à une créance;

- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

- Le produit de cession de propriétés destinées à la revente est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

- Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;

- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

#### **Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers de la Ville de Mirabel, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction. Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur nette de réalisation des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Le principal élément pour lequel une estimation importante a été effectuée est l'obligation au titre des prestations constituées pour les régimes de retraite à prestations déterminées. Pour estimer ce montant, la direction doit formuler diverses hypothèses qu'elle considère raisonnables, notamment à l'égard des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité. Elle prend aussi en considération le niveau des futures augmentations de salaires et l'âge de retraite des employés. Toute modification apportée aux hypothèses pourrait avoir une incidence importante sur l'excédent (déficit) et sur la situation financière de la Ville. La charge liée aux prestations de retraite du personnel pourrait augmenter ou diminuer au cours d'exercices à venir de la manière décrite dans la méthode comptable sur les avantages sociaux futurs. Les renseignements relatifs aux montants de cette obligation apparaissent à la page S24-1, S24-2 et S24-3.

### **C) Actifs financiers**

#### **Trésorerie et équivalent de trésorerie**

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements de portefeuille dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Placements**

Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

**D) Passifs**

**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette des ces frais à l'état de la situation financière.

**Subventions reportées du gouvernement du Québec**

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

**Revenus reportés**

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

**E) Actifs non financiers**

**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût propre.

**Immobilisations**

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Bâtiments:	
Bâtiments	40 ans
Rénovations majeures	15 ans
Infrastructures:	
Eau potable et eaux usées	35 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Systeme d'éclairage des rues, parcs	20 ans
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	15 et 30 ans
Autres infrastructures	10 et 35 ans
Ameublement et équipement de bureau:	
Meubles et ameublements	10 ans
Équipements informatiques	5 ans
Machinerie, outillage, équipement et véhicules	
Camions de pompiers	20 ans
Machinerie lourde	10 ans
Autres	3,5 et 10 ans
Autres	4 à 40 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**F) Revenus**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**G) Avantages sociaux futurs**

**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- Plan d'incitation et de reconnaissance (volet 1 et volet 2);
- Programme supplémentaire de retraite.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués 31 décembre 2016 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 3 ans.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

**- Avantages sociaux futurs :**

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants; dans le cas des régimes non capitalisés, tel que décidé par la Ville en vertu des mesures d'allègement, cette dépense constatée à taxer ou à pourvoir ne sera pas amorti annuellement sur la DMERCA;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allègement pour gains/pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées: au terme de DMERCA du 31 décembre 2008 (14 ans);

**- Financement à long terme des activités de fonctionnement:**

- pour la dette à long terme en question: au fur et à mesure de remboursement en capital de cette dette.

Dans le cadre de l'application de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscale en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

**I) Instruments financiers**

S.O.

**J) Autres éléments****Dépenses reportées**

Les frais d'émission des emprunts à long terme sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 %.

**Placements de portefeuille**

Les placements de portefeuille sont constitués de dépôts à terme et d'obligations. Les dépôts à terme ont des taux qui varient de 1.55 % à 3.05%.

**Affectation**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**Continuité d'exploitation (CIT)**

Au cours de l'exercice, le ministre des Transports a adopté le projet de Loi #76 comptant abolir au 1er juin 2017, l'Agence métropolitaine de transport (AMT) et les Conseils intermunicipaux de transport (CIT) pour former deux nouvelles entités. De cette Loi verrons le jour l'Autorité régionale de transport métropolitain (ART) qui s'occupera de planification, d'organisation et de financement et le Réseau de transport métropolitain (RTM) qui s'occupera d'exploitation, des trains de banlieue et des autobus sur les territoires pour les couronnes nord et sud.

**3. Modification de méthodes comptables**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	566 519	
Placements de portefeuille	2	7 796 000	8 146 000
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	3	3 561 677	5 913 998
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	9 589 660	8 270 244
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	2 883 080	1 566 210
Organismes municipaux	7	439 313	689 334
Autres			
- Entreprises et individus	8	2 846 516	2 285 933
- Autres tiers	9	2 342 875	1 136 104
	10	21 663 121	19 861 823
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	5 140 367	5 625 281
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	5 140 367	5 625 281
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	710 969	669 436
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17	169 178	
Autres			
-	18		
-	19		
	20	169 178	
Provision pour moins-value déduite des prêts	21	138 182	
<b>Note</b>			
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	22	345 728	325 422
Autres placements	23	36 807 143	36 856 737
	24	37 152 871	37 182 159
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
<b>Note</b>			
Le placement à titre d'investissement est un fonds de garantie de franchise collective			



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>		
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26 (1 744 000)	(2 472 000)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 ( 2 451 000 )	( 2 542 000 )
	28 (4 195 000)	(5 014 000)
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29 2 338 000	2 978 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30 77 000	87 000
Régimes à cotisations déterminées	31	
Autres régimes (REER et autres)	32 15 823	14 217
Régimes de retraite des élus municipaux	33 91 661	78 849
	34 2 522 484	3 158 066

Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

**La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La Loi prévoit un processus avec période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus, avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2016.

**Application de la Loi aux régimes de la municipalité et ses entités consolidées**

De nouveaux effets de l'application de la Loi doivent être constatés en 2016 à la suite de faits nouveaux décrits dans les paragraphes suivants. Ces effets sont comptabilisés de façon prospective par imputation dans la charge de l'exercice courant, puisqu'ils ont donné lieu à des changements d'estimations comptables. Lorsque ces effets ont trait aux services rendus au cours des exercices antérieurs, ils sont imputés à titre de coût des services passés dans la charge de l'exercice.

À la suite de la préparation des états financiers de 2015, une nouvelle évaluation actuarielle a été préparée en date du 31 décembre 2015 relativement à l'application de la Loi pour un régime. Les résultats de l'année 2016 tiennent compte de l'effet des nouveaux résultats obtenus.

La Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives (2016, chapitre 13), sanctionnée le 8 juin 2016, comprend des dispositions venues modifier le Règlement concernant le financement des régimes de retraite des secteurs municipal et universitaire (chapitre R-15.1, r.2). À la suite de cette modification, le calcul des cotisations excédentaires prévues au moment de la prise de retraite, du départ ou du décès avant la retraite pour les régimes de retraite du secteur municipal doit être fait de façon globale



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

sans établir de volets distincts comme la Loi le prévoyait. Ce changement de méthode a un effet négligeable considérant la révision des hypothèses utilisées aux fins du test des cotisations excédentaires et le niveau des cotisations salariales. Il en découle qu'aucun ajustement actuariel n'a dû être apporté en 2016 au coût des services passés déjà constaté antérieurement en vertu de la Loi.

La municipalité et ses entités consolidées participent à un régime de retraite qui est visé par la Loi et qui fait l'objet du processus de négociations depuis janvier 2016. À moins d'une entente différente à cet effet, la Loi prévoit que les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation s'appliquent à compter de l'entente entre les parties ou de la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur). À la date de la mise au point définitive du rapport financier, aucune entente n'a été conclue.

La municipalité a décidé, au moyen d'une résolution adoptée par son conseil le 12 décembre 2016, de ne pas suspendre l'indexation automatique pour les participants retraités tel que le lui permet la Loi. Les résultats de l'année 2016 tiennent compte de cette décision.

**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	35	454 756
Autres	36	
	37	454 756

**Note**

**10. Emprunts temporaires**

La Ville de Mirabel dispose d'une marge de crédit autorisé de 8 000 000 \$, portant intérêts au taux préférentiel. Au 31 décembre, la marge de crédit est inutilisée.

Le Conseil Inter municipal de transport Laurentides dispose d'une marge de crédit d'un montant maximum de 5 250 000\$, renouvelable en septembre 2018. Tout emprunt bancaire relatif à cette marge de crédit, portant intérêts au taux préférentiel, est garanti par les comptes clients et autres créances. Au 31 décembre 2016, le solde de la marge de crédit est nul.

**11. Crédoeurs et charges à payer**

Fournisseurs	38	8 059 922	5 751 618
Salaires et avantages sociaux	39	4 058 730	4 811 921
Dépôts et retenues de garantie	40	7 955 371	6 855 739
Provision pour contestations d'évaluation	41	678 736	482 036
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43		
Autres			
- Gouvernements et entreprises	44	351 124	441 129
- Intérêts courus - dette LT	45	436 443	469 957
- Organismes municipaux	46	535 417	877 387
-	47		
-	48		
	49	22 075 743	19 689 787

**Note**



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	50		30 279
Transferts	51	308 182	372 937
Fonds parcs et terrains de jeux	52	4 880 534	4 418 670
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	3 038 956	1 510 674
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55	242 256	267 462
Autres			
- Revenus de location et autres	56	520 989	645 527
-	57		
-	58		
-	59		
	60	8 990 917	7 245 549

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

						2016	2015
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>			
		<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>		
Obligations et billets en monnaie canadienne		1,25	4,60	2017	2026	61	104 930 520
Obligations et billets en monnaies étrangères						62	
Gains (pertes) de change reportés						63	
						64	
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	0,00	0,00				65	519 950
Organismes municipaux						66	380
Obligations découlant de contrats de location-acquisition						67	
Autres						68	88 611
						69	105 539 461
							106 911 948
Frais reportés liés à la dette à long terme						70	( 882 666 )
							( 888 697 )
						71	104 656 795
							106 023 251

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2016</b>			
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>				
2017	72	80	21 669 070	88	97	21 290	105	21 690 360
2018	73	81	17 244 525	89	98	21 718	106	17 266 243
2019	74	82	22 602 675	90	99	22 555	107	22 625 230
2020	75	83	9 496 125	91	100	23 428	108	9 519 553
2021	76	84	11 350 125	92	101		109	11 350 125
2022 et +	77	85	22 568 000	93	102	519 950	110	23 087 950
	78	86	104 930 520	94	103	608 941	111	105 539 461
Intérêts et frais accessoires				95	( )		112	( )
	79	87	104 930 520	96	104	608 941	113	105 539 461

**Note**

**14. Actifs financiers nets (dette nette)**

	2016	2015
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	114	(70 318 769)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	( )
Autres	116	( )
	117	(70 318 769)
		(82 645 451)

**Note**



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	118	80 181 383	146	2 427 868	173	4 107 026	200	78 502 225
Eaux usées	119	150 197 447	147	3 718 900	174	1 690 907	201	152 225 440
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	129 393 397	148	8 582 449	175	1 956 371	202	136 019 475
Autres	121	33 206 261	149	2 323 162	176	287 467	203	35 241 956
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	53 645 230	151	3 802 569	178	321 017	205	57 126 782
Améliorations locatives	124		152		179		206	
Véhicules	125	11 945 637	153	962 506	180	107 566	207	12 800 577
Ameublement et équipement de bureau	126	3 193 897	154	473 027	181	95 217	208	3 571 707
Machinerie, outillage et équipement divers	127	6 770 499	155	447 843	182		209	7 218 342
Terrains	128	23 614 829	156	621 615	183	(214 560)	210	24 451 004
Autres	129	2 658 063	157	32 334	184	5 263	211	2 685 134
	130	<u>494 806 643</u>	158	<u>23 392 273</u>	185	<u>8 356 274</u>	212	<u>509 842 642</u>
Immobilisations en cours	131	13 498 223	159	(2 907 857)	186		213	10 590 366
	132	<u>508 304 866</u>	160	<u>20 484 416</u>	187	<u>8 356 274</u>	214	<u>520 433 008</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	133	27 220 876	161	2 257 276	188	4 107 026	215	25 371 126
Eaux usées	134	47 347 671	162	4 367 239	189	1 690 907	216	50 024 003
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	44 590 185	163	5 436 950	190	1 956 371	217	48 070 764
Autres	136	13 626 365	164	1 680 361	191	287 467	218	15 019 259
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	17 561 239	166	1 625 244	193	146 145	220	19 040 338
Améliorations locatives	139		167		194		221	
Véhicules	140	7 808 693	168	844 251	195	52 198	222	8 600 746
Ameublement et équipement de bureau	141	2 034 422	169	319 295	196	95 217	223	2 258 500
Machinerie, outillage et équipement divers	142	4 231 599	170	380 702	197		224	4 612 301
Autres	143	1 108 828	171	153 483	198	13 950	225	1 248 361
	144	<u>165 529 878</u>	172	<u>17 064 801</u>	199	<u>8 349 281</u>	226	<u>174 245 398</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	145	<u>342 774 988</u>					227	<u>346 187 610</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233		235	
Amortissement cumulé	229	(_____)	232	(_____)	234	(_____)	236	(_____)
Valeur comptable nette	230	<u>_____</u>					237	<u>_____</u>

Note



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	238		
Immeubles industriels municipaux	239		
Autres	240	2 479 195	2 309 207
	241	2 479 195	2 309 207
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		454 756
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	2 479 195	1 854 451
<b>Note</b>			

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance			
-	244	59 585	783 861
-	245		
-	246		
Autres			
-	247		
-	248		
	249	59 585	783 861
<b>Note</b>			

**18. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée jusqu'en 2021 par contrats pour l'enlèvement et le transport des déchets et le déneigement des chemins et des édifices, pour les services d'évaluateurs externes jusqu'en 2019, et pour le régime d'assurance collective c'est jusqu'en 2018. De plus, la Ville s'est engagée par contrats jusqu'en 2042 pour des services intermunicipaux d'approvisionnement en eau potable. Le solde de ces engagements pour ces contrats s'établit à 63 768 114\$. (Les taxes sont incluses dans ce montant si applicables).

Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2017 - 14 344 129\$  
 2018 - 11 985 108\$  
 2019 - 9 592 420\$  
 2020 - 6 296 846\$  
 2021 - 869 671\$

De plus, le Conseil intermunicipal de transport Laurentides s'est engagé par baux et par contrats envers des transporteurs. Le solde de ces engagements suivant ces baux et contrats s'établit à 157 227 009 \$. La quote-part de la Ville de Mirabel dans ces engagements est de 8.79 %, représentant 13 820 254\$.

La Régie du parc du Domaine Vert a signé un contrat de licence d'exploitation d'un parcours d'hébertisme aérien en forêt jusqu'au 16 mai 2020. En vertu de cette entente, la Régie doit verser une redevance de 5 % de ses revenus liés à cette activité ou une

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

redevance minimale annuelle de 10 000 \$.

**19. Éventualités**

**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

**b) Auto-assurance**

S.O.

**c) Poursuites**

S.O.

**d) Autres**

Bien que d'autres dispositions de la loi SFPR pourraient avoir un impact sur la comptabilisation du Régime, l'effet réel ne sera connu qu'ultérieurement et sera sujet à des négociations futures. Aucune provision n'est faite à cet effet. Les impacts seront comptabilisés lorsque l'entente entre les parties sera intervenue.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

Les frais de financement ont été reclassés pour les considérer dans les dépenses constatées à pourvoir, le montant net est de 33 867 \$ se qui porte le montant redressé à (1 391 162) \$ à la ligne 34 de la page S46-2. Pour le solde d'ouverture 2015 le montant net est de 33 663 \$. Les soldes d'ouverture, pour l'année 2015, n'ont pas été reclassés. Le montant dans l'investissement net était de 652 184 \$ et le montant dans les soldes réservés était de 618 521 \$. Les soldes redressés pour 2015 sont de 510 263 \$ pour l'investissement net se qui porte le solde redressé à 244 163 547 \$ à la ligne 51 de la page S46-2 et pour le fonds réservés le montant est de 476 396 \$ se qui porte le solde redressé à 11 445 709 \$ à la ligne 25 de la page S46-1.

**21. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et le budget adopté par les organismes contrôlés après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

Afin de refléter la présentation des résultats réels, les données budgétaires présentées initialement de certains postes de revenus, charges et éléments de conciliation à des fins fiscales ont été retraitées. En conséquence de ces retraitements, les données budgétaires des postes décrits ci-après, aux états financiers au 31 décembre 2016 ont été augmentées (diminuées) des montants suivants :

Résultats détaillés :

Revenus de fonctionnement - Taxes	(512 500) \$
Revenus d'investissement - Taxes	512 500 \$
Revenus de fonctionnement - Autres	(890 000) \$
Revenus d'investissement - Autres	890 000 \$
Revenus de fonctionnement - Imposition de droits	(960 000) \$
Autres revenus - Parc	730 000 \$
Réserves financières et fonds réservés	1 785 000 \$
Affectation activités-investissement	( 152 500) \$
Revenus d'investissement	(1 402 500) \$

Aménagement urbanisme

Rénovation urbaine autres	100 000 \$
Industrie et commerce	(100 000) \$

**22. Instruments financiers**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>23. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	250	10 614 516	
Découvert bancaire	251	( )	( 8 213 )
<i>Ajouter</i>			
-	252		
-	253		
-	254		
-	255		
<i>Déduire</i>			
-	256	( )	( )
-	257	( )	( )
-	258	( )	( )
-	259	( )	( )
-	260	( )	( )
-	261	( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	262	10 614 516	(8 213)
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263	18 857 000	7 487 000
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**24. Fonds local d'investissement**

	2016	2015
<b>RÉSULTATS</b>		
<b>Revenus</b>		
Revenus sur les placements de portefeuille	264	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265	11 108
Autres revenus	266	
	267	11 108
<b>Charges</b>		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268	24 053
Variation de la provision pour moins-value	269	(30 131)
	270	(6 078)
Autres charges	271	
	272	(6 078)
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	273	17 186

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>		
Encaisse	274	110 748
Placements de portefeuille	275	
Débiteurs	276	8 714
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277	307 360
Provision pour moins-value	278	( 138 182 )
	279	169 178
	280	288 640
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer	281	
Revenus reportés	282	
Dette à long terme	283	519 950
	284	519 950
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	285	(231 310)

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	286	110 748
Supportant les engagements de prêts	287	
Supportant les garanties de prêts	288	
	289	110 748

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

Prêts portant intérêts au taux de 6%, remboursable par versements variables jusqu'en septembre 2020.

**Note sur la dette à long terme**

Emprunt auprès du Gouvernement du Québec, sans intérêts, remboursable par versements annuels variables à compter du 1er juin 2020, échéant le 1er juin 2026.

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

Au 31 décembre 2016, la Ville avait une garantie de prêts pour la somme de 24 053\$, cette somme a été versée au mois de février 2017.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

---

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**25. Fonds local de solidarité**

2016

2015

**RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	293

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	296
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	299

**Excédent (déficit) de l'exercice** 300

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	(	)
	306		
	307		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	311

**Solde du Fonds local de solidarité**

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	314

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	317

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**26 CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT**

Certains chiffres ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant. La charge d'intérêt au titre des avantages de retraite a été présenté dans la section frais de financement.

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	20 566 866	14 251 727
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 595 847	600 000
Réserves financières et fonds réservés	3	12 993 671	11 469 967
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	1 737 988 ) (	880 899 )
Financement des investissements en cours	5	(4 895 714)	(6 956 214)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	249 913 984	244 304 871
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	278 436 666	262 789 452
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	20 513 620	14 251 702
Organismes contrôlés <sup>1</sup>	10	53 246	25
	11	20 566 866	14 251 727
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Exercice suivant	12	1 500 000	600 000
- Promotion résidentielle	13	95 847	
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	1 595 847	600 000
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	1 595 847	600 000
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières			
-	27		
- Urgence et imprévu	28	1 009 203	1 000 000
- Assainissement des eaux	29	301 350	300 000
- Transport collectif	30	1 493 075	772 717
-	31		
	32	2 803 628	2 072 717
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	8 250 013	7 797 338
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	34	911 011	1 599 912
Organismes contrôlés	35	24 258	
Montant non réservé			
Administration municipale	36	885 299	
Organismes contrôlés	37		
Fonds local d'investissement	38	119 462	
Fonds local de solidarité	39		
Autres	40		
-	41		
	42	10 190 043	9 397 250
	43	12 993 671	11 469 967

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 ( ) ( )	( ) ( )
Régimes non capitalisés	45 ( 1 191 450 ) ( )	( 1 363 450 ) ( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 ( ) ( )	( ) ( )
Autres	47 ( ) ( )	( ) ( )
Régimes non capitalisés	48 ( ) ( )	( ) ( )
	49 ( 1 191 450 ) ( )	( 1 363 450 ) ( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 ( ) ( )	( ) ( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 ( ) ( )	( ) ( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 ( ) ( )	( ) ( )
Autres	53 ( ) ( )	( ) ( )
-	54 ( ) ( )	( ) ( )
	55 ( 1 191 450 ) ( )	( 1 363 450 ) ( )
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 ( ) ( )	( ) ( )
Intérêts sur la dette à long terme	57 ( ) ( )	( ) ( )
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 ( ) ( )	( ) ( )
Utilisation du fonds de roulement	59 ( ) ( )	( ) ( )
Mesure relative aux frais reportés	60 ( ) ( )	( ) ( )
Autres	61 ( ) ( )	( ) ( )
-	62 ( ) ( )	( ) ( )
	63 ( ) ( )	( ) ( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 ( ) ( )	( ) ( )
Frais d'émission de la dette à long terme	65 ( 427 005 ) ( )	( ) ( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 ( 519 950 ) ( )	( ) ( )
Autres	67 ( ) ( )	( ) ( )
-	68 ( ) ( )	( ) ( )
	69 ( 946 955 ) ( )	( ) ( )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70 395 516	476 396
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
- Intérêts courus à recevoir	73 4 901	6 155
	74 400 417	482 551
	75 ( 1 737 988 ) ( )	( 880 899 ) ( )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	76 313 077	615 495
Investissements à financer	77 ( 5 208 791 ) (	7 571 709 )
	78 (4 895 714)	(6 956 214)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
<b>Éléments d'actif</b>		
Immobilisations	79 346 187 610	342 774 988
Propriétés destinées à la revente	80 2 479 195	2 309 207
Prêts	81 169 178	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82 345 728	325 422
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	
	84 349 181 711	345 409 617
<b>Éléments de passif correspondant</b>		
Dette à long terme	85 104 656 795	106 023 251
Frais reportés liés à la dette à long terme	86 882 666	888 697
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 ( 5 324 265 ) (	5 807 202 )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 ( 519 950 ) (	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 ( 427 519 ) (	
	90 99 267 727	101 104 746
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	
	92 99 267 727	101 104 746
	93 249 913 984	244 304 871

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>          </u>	3 <u>          </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La ville de Mirabel parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des employés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire gagné à chaque année (pour le groupe des cadres, ce salaire est indexé).

En bref, le Régime est à prestations déterminées. Les cotisations salariales des participants et de l'employeur ainsi que la rente viagère, la prestation de raccordement varient selon le groupe d'employés (policier, cadre, manuel, bureau). Le salaire final correspond au salaire annuel moyen des trois années les mieux rémunérées de service du participant (salaire indexé pour le groupe des cadres).

La dernière évaluation actuarielle du Régime était au 31 décembre 2015.



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (2 472 000)	(2 307 000)
Charge de l'exercice	5 ( 2 338 000 )	( 2 978 000 )
Cotisations versées par l'employeur	6 3 066 000	2 813 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(1 744 000)</u>	<u>(2 472 000)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 84 547 000	76 028 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( 84 547 000 )	( 79 535 000 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	(3 507 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>(1 744 000)</u>	<u>1 035 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (1 744 000)	(2 472 000)
Provision pour moins-value	13 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(1 744 000)</u>	<u>(2 472 000)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 84 547 000	76 028 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( 84 547 000 )	( 79 535 000 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( )	( 3 507 000 )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 3 312 000	3 219 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	(1 126 000)
	21 3 312 000	2 093 000
Cotisations salariales des employés	22 ( 1 406 000 )	( 1 243 000 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( )	( )
	24 1 906 000	850 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 264 000	549 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	1 126 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>2 170 000</u>	<u>2 525 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 4 537 000	4 418 000
Rendement espéré des actifs	34 ( 4 369 000 )	( 3 965 000 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 168 000	453 000
Charge de l'exercice	36 <u>2 338 000</u>	<u>2 978 000</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 7 252 000	7 501 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 4 369 000 )	( 3 965 000 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 2 883 000	3 536 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (368 000)	736 000
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (3 205 000)	(2 557 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 85 825 000	78 247 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44 6 465 000	5 986 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 646 000	817 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 15	15
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,75 %	5,70 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,70 %	5,85 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	4	58

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La Ville offre actuellement aux retraités et futurs retraités faisant partie du groupe des cadres des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective, Plan d'incitation et de reconnaissance (volet 1 et volet 2) et Programme supplémentaire) de type prestations déterminées. Le Régime comprend de l'assurance vie pour les retraités et leurs personnes à charge, de l'assurance décès et mutilation accidentels pour les retraités et des prestations de soins de santé pour les retraités et leurs personnes à charge. Les protections se terminent lorsque le retraité atteint l'âge de 65 ans. La Ville paie 100 % des primes pour les retraités et les personnes à charge, et ce, pour toutes les protections. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2014 pour le Régime d'assurance collective. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2015 pour le volet 1 et le Programme supplémentaire. La plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2016 pour le volet 2. Le programme d'incitation et de reconnaissance prévoit le versement de prestations basées sur l'âge et les années de service à la retraite.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	59 ( 2 542 000 )	( 2 664 000 )
Charge de l'exercice	60 ( 77 000 )	( 87 000 )
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 168 000	209 000
Passif à la fin de l'exercice	62 ( <u>2 451 000</u> )	( <u>2 542 000</u> )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ( 2 502 000 )	( 2 357 000 )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 51 000	(185 000)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ( <u>2 451 000</u> )	( <u>2 542 000</u> )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	193 000	188 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime		
	<u>193 000</u>	<u>188 000</u>
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	( )	( )
	193 000	188 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	(194 000)	(176 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime		
Autres		
-		
-		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	(1 000)	12 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78 000	75 000
Charge de l'exercice	<u>77 000</u>	<u>87 000</u>
<b>Informations complémentaires</b>		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	(42 000)	1 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	12	13
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	3,25 %	3,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	6,80 %	7,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	5,40 %	5,40 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	2022	2022
Autres hypothèses économiques		
-		
-		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	2016	2015
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
	<u>                    </u>	<u>                    </u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 93	<u>15 823</u>	<u>14 217</u>

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94  Oui

95  Non

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	<u>10</u>	<u>10</u>

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 97	<u>21 775</u>	<u>19 231</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 98	78 214	65 496
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	13 447	13 353
100	<u>91 661</u>	<u>78 849</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

---

**Note**

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

---

**Administration municipale**

Dette à long terme	1	104 615 941
--------------------	---	-------------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	5 167 112
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	911 011
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	5 051 779
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	519 950
-----------------	----	---------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	283 712
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

- différence entre dette et subv	12	183 898
----------------------------------	----	---------

-	13	
---	----	--

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	102 832 703
---	----	-------------

---

<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	15	834 932
--	----	---------

---

Endettement net à long terme	16	103 667 635
------------------------------	----	-------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	321 917
---------------------------	----	---------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

---

Endettement total net à long terme	20	103 989 552
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	103 989 552
---	----	-------------

---

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

---

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

---

---

# RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>TAXES</b>				
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	38 174 200	38 869 068	37 183 170
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	7 184 400	7 292 364	7 350 731
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	38 100	37 828	38 848
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7		(239 786)	229 694
Autres	8			
	9	45 396 700	45 959 474	44 802 443
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	4 639 500	4 682 655	4 531 359
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	910 300	1 190 891	1 032 041
Matières résiduelles	13	9 800	8 160	5 460
Autres				
-Tarifs	14	16 600	17 775	16 550
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	274 500	313 211	285 221
Service de la dette	18	4 214 900	4 157 761	4 165 710
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20	512 500	610 413	1 027 500
	21	10 578 100	10 980 866	11 063 841
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	10 578 100	10 980 866	11 063 841
	26	55 974 800	56 940 340	55 866 284

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	22 300	18 543	1 881
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	22 300	18 543	1 881
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	87 200	92 857	83 846
Cégeps et universités	33	9 300	6 019	9 295
Écoles primaires et secondaires	34	331 900	349 760	325 798
	35	428 400	448 636	418 939
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	450 700	467 179	420 820
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41	1 954 200	2 343 857	1 782 885
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	1 000	1 043	1 051
Taxes d'affaires	43			
	44	1 955 200	2 344 900	1 783 936
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	2 405 900	2 812 079	2 204 756

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52		11 415	11 415
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53	13 000	10 212	34 863
Sécurité incendie	54	14 300	21 336	74 475
Sécurité civile	55			
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	63 200	77 407	63 172
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		1 109 112	1 090 185
Transport adapté	61		120 353	122 191
Transport scolaire	62			
Autres	63		375 852	115 473
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	46 800	46 761	54 658
Réseau de distribution de l'eau potable	68	72 600	41 070	39 954
Traitement des eaux usées	69	12 200	12 215	14 754
Réseaux d'égout	70	61 000	52 754	54 513
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	390 000	488 654	488 654
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			448 131
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	50 000	171 487	171 487
Promotion et développement économique	84		41 301	41 301
Autres	85			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86	53 300	80 612	83 163
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	120 800	148 922	126 360
Autres	88			
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	897 200	1 204 146	2 811 882



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			30 000
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	916 269	916 269	
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		13 850	27 280
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	1 482 500	272 100	38 000
Réseau de distribution de l'eau potable	107	3 337 500	335 350	592 710
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	3 337 500	638 981	350 290
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125	781 500		
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	8 939 000	2 162 700	2 176 550



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133	88 926	88 926	
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	670 000	794 755	727 497
Fonds de développement des territoires	135	534 900	533 880	143 837
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138	1 204 900	1 417 561	871 334
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	11 041 100	4 784 407	4 231 506

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140	3 200	3 600	2 348
Évaluation	141			
Autres	142			
	143	3 200	3 600	2 348
Sécurité publique				
Police	144	2 425 700	2 259 751	2 229 475
Sécurité incendie	145	85 000	137 136	90 302
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	2 510 700	2 396 887	2 319 777
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	19 700	24 190	22 519
Enlèvement de la neige	150	6 000	6 334	6 572
Autres	151			
Transport collectif	152		716 881	
Autres	153			
	154	25 700	747 405	29 091
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	2 000	2 000	7 869
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	2 000	2 000	7 869
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	2 541 600	3 149 892	2 433 011



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	694 400	743 343	762 245
Sécurité publique	183	45 700	78 020	2 478
Transport				
Réseau routier	184	474 900	451 648	455 643
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		1 126 136	1 104 972
Transport adapté	186		77 177	65 542
Transport scolaire	187			
Autres	188		65 700	70 856
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	134 300	202 428	230 364
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	101 100	117 884	105 895
Loisirs et culture	193	1 955 800	2 079 144	2 379 125
Réseau d'électricité	194			
	195	3 406 200	3 672 467	5 299 713
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	5 947 800	6 822 359	7 536 205
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	665 700	905 172	685 871
Droits de mutation immobilière	198	4 290 700	10 405 424	4 474 016
Droits sur les carrières et sablières	199	1 040 000	466 878	2 071 326
Autres	200			
	201	5 996 400	11 777 474	7 231 213
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	3 186 400	3 328 178	3 090 031
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	203	675 000	908 344	744 821
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>	204	550 000	656 517	668 762
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205	2 737 600	1 207 520	(22 182)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206	1 000 000	1 000 000	670
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	6 758 000	3 206 482	5 678 258
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211	260 000	260 180	3 157
Autres	212	341 500	372 230	845 114
	213	11 097 100	6 046 412	6 505 017
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	214		528 892	528 892

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016		Réalisations	Réalisations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2016	2015
<b>Non audité</b>							
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	880 500	858 305	6 711	865 016	865 016	726 729
Greffe et application de la loi	2	1 232 400	1 259 742	8 444	1 268 186	1 268 186	1 186 175
Gestion financière et administrative	3	1 999 100	2 045 580	23 562	2 069 142	2 069 142	1 959 548
Évaluation	4	511 100	906 664		906 664	906 664	834 659
Gestion du personnel	5	553 500	517 756	3 396	521 152	521 152	501 325
Autres							
-	6	1 743 400	1 415 356	253 735	1 669 091	1 669 091	1 364 735
-	7						
	8	6 920 000	7 003 403	295 848	7 299 251	7 299 251	6 573 171
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	9 894 600	9 312 350	354 570	9 666 920	9 666 920	9 415 284
Sécurité incendie	10	2 949 500	3 227 499	347 829	3 575 328	3 575 328	3 370 736
Sécurité civile	11						
Autres	12	338 800	310 229	3 177	313 406	313 406	331 089
	13	13 182 900	12 850 078	705 576	13 555 654	13 555 654	13 117 109
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 225 000	4 182 107	6 022 054	10 204 161	10 204 161	9 878 661
Enlèvement de la neige	15	3 624 600	3 486 935	60 959	3 547 894	3 547 894	3 501 533
Éclairage des rues	16	409 200	379 929	384 939	764 868	764 868	746 802
Circulation et stationnement	17	104 200	109 667		109 667	109 667	104 492
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 397 000	2 609 853		2 609 853	4 821 661	4 793 370
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	1 530 600	1 323 733	47 535	1 371 268	1 371 268	1 278 880
	22	12 290 600	12 092 224	6 515 487	18 607 711	20 819 519	20 303 738

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2016	Réalizations 2016		Total	Réalizations 2016	Réalizations 2015	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement				
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 329 200	2 337 543	569 667	2 907 210	2 907 210	2 826 535
Réseau de distribution de l'eau potable	24	472 500	414 549	1 736 380	2 150 929	2 150 929	2 179 814
Traitement des eaux usées	25	1 575 700	1 382 378	1 082 846	2 465 224	2 465 224	2 635 198
Réseaux d'égout	26	924 200	823 222	3 416 243	4 239 465	4 239 465	4 181 596
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 312 200	1 312 406	1 457	1 313 863	1 313 863	1 357 610
Élimination	28	948 200	774 001		774 001	774 001	1 054 658
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	849 100	815 996	18 021	834 017	834 017	863 473
Tri et conditionnement	30	110 300	108 980		108 980	108 980	104 191
Matières organiques							
Collecte et transport	31	1 118 300	1 160 796	65 760	1 226 556	1 226 556	779 104
Traitement	32	680 000	778 312		778 312	778 312	402 987
Matériaux secs	33	739 800	694 090		694 090	694 090	681 908
Autres	34	175 900	152 001		152 001	152 001	147 850
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	96 400	32 186	6 795	38 981	38 981	12 120
Protection de l'environnement	38	1 908 600	1 907 976	9 376	1 917 352	1 917 352	1 621 804
Autres	39						
	40	13 240 400	12 694 436	6 906 545	19 600 981	19 600 981	18 848 848
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44						
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 093 100	985 293	18 515	1 003 808	1 003 808	894 203
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	100 000	161 485		161 485	161 485	
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	920 300	941 071	43	941 114	941 114	683 243
Tourisme	49						
Autres	50	1 026 800	1 071 757		1 071 757	1 071 757	943 134
Autres	51	574 756	529 538		529 538	529 538	51 898
	52	3 714 956	3 689 144	18 558	3 707 702	3 707 702	2 572 478

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 339 600	2 462 367	474 029	2 936 396	2 887 037
Piscines, plages et ports de plaisance	55	60 000	63 419		63 419	52 708
Parcs et terrains de jeux	56	3 848 300	3 899 614	1 482 778	5 179 246	4 983 391
Parcs régionaux	57				505 345	531 575
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60	6 247 900	6 425 400	1 956 807	8 382 207	8 454 711
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	2 046 600	2 098 224	415 688	2 513 912	2 324 017
Bibliothèques	62	1 482 000	1 534 633	96 809	1 631 442	1 458 765
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	3 528 600	3 632 857	512 497	4 145 354	3 782 782
	67	9 776 500	10 058 257	2 469 304	12 527 561	12 237 493
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>						
68						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dette à long terme						
Intérêts	69	2 801 200	2 746 045		2 746 045	2 986 342
Autres frais	70	324 700	308 659		308 659	311 624
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		246 000		246 000	528 000
Autres	72	71 100	113 717		113 717	106 593
	73	3 197 000	3 414 421		3 414 421	3 932 559
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>						
	74		248 496		248 496	
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>						
	75	17 872 000	16 911 318	( 16 911 318 )		

## **Section II - Autres renseignements financiers**



## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Rémunération des élus	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	40
Taux des taxes	41
Questionnaire	43

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Mirabel (ci-après « la Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

**Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Ville portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.



**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Comptables professionnels agréés

*Mélanie Therrien*

Mélanie Therrien, CPA auditrice, CA  
Blainville

DATE 2017-04-28



**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>58 020 364</u>
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u>                    </u>
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	926 831
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	153 193
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>
	10	<u>1 080 024</u>
<b>Revenus de taxes</b>	11	<u>56 940 340</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes			1	56 940 340
<b>Ajouter</b>				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	153 193
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>926 831</u>
<b>Total partiel</b>			4	<u>58 020 364</u>
<b>Déduire</b>				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires			5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM		646 120	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		13 684 068	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		313 211	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation			9	<u>14 643 399</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>			11	<u>43 376 965</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 1 <sup>er</sup> janvier 2016 <sup>2</sup>	1	<u>5 911 918 824</u>
Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 31 décembre 2016 <sup>2</sup>	2	<u>6 190 967 114</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>6 051 442 969</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>43 376 965</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>6 051 442 969</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2016</b>	6	[ ] [ ] [ ] , [ 7 ] [ 1 ] [ 6 ] [ 8 ] / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 <sup>er</sup> janvier 2016 <sup>2</sup>	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 <sup>2</sup>	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

---

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	6 197 300	1 358 331	2 599 859
Usines de traitement de l'eau potable	2	3 386 900	309 494	154 238
Usines et bassins d'épuration	3	281 000	267 436	177 345
Conduites d'égout	4	6 407 300	2 601 835	4 280 694
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	8 079 200	7 622 988	10 304 342
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 131 900	316 034	134 374
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	1 788 000	1 456 276	896 052
Autres infrastructures	11		166 582	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	12 000	38 611	43 550
Édifices communautaires et récréatifs	14	7 215 000	3 809 505	1 428 106
Améliorations locatives				
15				
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	932 000	962 506	812 419
Ameublement et équipement de bureau	18	297 400	473 027	329 984
Machinerie, outillage et équipement divers	19	554 600	447 843	1 473 746
Terrains	20	865 000	621 614	2 877 745
Autres	21		32 334	81 576
	22	37 147 600	20 452 082	25 594 030

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		456 474	1 082 220
Usines de traitement de l'eau potable	24		52 849	55 538
Usines et bassins d'épuration	25		267 436	17 207
Conduites d'égout	26		888 847	186 749
Autres infrastructures	27		4 267 391	3 036 238
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		901 857	1 517 639
Usines de traitement de l'eau potable	29		256 645	98 700
Usines et bassins d'épuration	30			160 138
Conduites d'égout	31		1 712 988	4 093 945
Autres infrastructures	32		5 294 489	8 298 530
Autres immobilisations	33		6 353 106	7 047 126
	34		20 452 082	25 594 030

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	106 802 237	26 851 000	28 722 717	104 930 520
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3		519 950		519 950
Organismes municipaux	4	1 922		1 542	380
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	107 789		19 178	88 611
	7	106 911 948	27 370 950	28 743 437	105 539 461
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	298 699	612 312		911 011
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	43 669 309	10 333 076	10 154 061	43 848 324
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	57 136 738	15 668 740	17 869 567	54 935 911
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	101 104 746	26 614 128	28 023 628	99 695 246
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	5 625 281	234 895	719 809	5 140 367
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	5 625 281	234 895	719 809	5 140 367
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20	181 921	1 977		183 898
	21	5 807 202	236 872	719 809	5 324 265
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23		169 178		169 178
Autres	24		350 772		350 772
	25	5 807 202	756 822	719 809	5 844 215
	26	106 911 948	27 370 950	28 743 437	105 539 461
Dettes en cours de refinancement	27	( )		( )	
Reclassement / Redressement	28				
	29	106 911 948	27 370 950	28 743 437	105 539 461

Note



**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 838 100	2 050 940	26 978
Autres	10			496 455
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	1 026 800	1 071 756	1 071 756
Autres	21			1 427 234
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	201 300	203 146	
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	3 066 200	3 325 842	1 098 734
				1 923 689

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	53,24	35,00	99 000,00	4 808 336	1 802 158	6 610 494
Professionnels	2						
Cols blancs	3	96,50	32,50	169 400,00	4 335 172	1 430 738	5 765 910
Cols bleus	4	91,04	40,00	179 000,00	4 279 170	1 422 652	5 701 822
Policiers	5	59,40	36,60	120 000,00	4 434 730	1 522 825	5 957 555
Pompiers	6	31,24	35,00	56 400,00	1 693 195	278 155	1 971 350
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	331,42		623 800,00	19 550 603	6 456 528	26 007 131
Élus	9	9,00			525 108	247 579	772 687
	10	340,42			20 075 711	6 704 107	26 779 818

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	46 761	79 453	192 647		318 861
Réseau de distribution de l'eau potable	13	41 070	97 922	237 428		376 420
Traitement des eaux usées	14	12 215				12 215
Réseaux d'égout	15	52 754	186 582	452 399		691 735
Autres	16	2 451 486	338 351	595 339		3 385 176
	17	2 604 286	702 308	1 477 813		4 784 407

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
<b>Administration générale</b>											
Grefte et application de la loi	1	1 259 742	27	8 444	53	1 268 186	79	3 600	105	1 264 586	131
Évaluation	2	906 664	28		54	906 664	80		106	906 664	132
Autres	3	4 836 997	29	287 404	55	5 124 401	81	743 343	107	4 381 058	133
	4	7 003 403	30	295 848	56	7 299 251	82	746 943	108	6 552 308	134
<b>Sécurité publique</b>											
Police	5	9 312 350	31	354 570	57	9 666 920	83	2 337 771	109	7 329 149	135 62 904
Sécurité incendie	6	3 227 499	32	347 829	58	3 575 328	84	137 136	110	3 438 192	136 21 594
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137
Autres	8	310 229	34	3 177	60	313 406	86		112	313 406	138
	9	12 850 078	35	705 576	61	13 555 654	87	2 474 907	113	11 080 747	139 84 498
<b>Transport</b>											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	4 182 107	36	6 022 054	62	10 204 161	88	191 131	114	10 013 030	140 1 320 766
Enlèvement de la neige	11	3 486 935	37	60 959	63	3 547 894	89	267 854	115	3 280 040	141 16 397
Autres	12	489 596	38	384 939	64	874 535	90	23 187	116	851 348	142 47 641
Transport collectif	13	2 609 853	39		65	2 609 853	91	716 881	117	1 892 972	143
Autres	14	1 323 733	40	47 535	66	1 371 268	92		118	1 371 268	144
	15	12 092 224	41	6 515 487	67	18 607 711	93	1 199 053	119	17 408 658	145 1 384 804
<b>Hygiène du milieu</b>											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	2 337 543	42	569 667	68	2 907 210	94	2 000	120	2 905 210	146 274 005
Réseau de distribution de l'eau potable	17	414 549	43	1 736 380	69	2 150 929	95	99 189	121	2 051 740	147 256 511
Traitement des eaux usées	18	1 382 378	44	1 082 846	70	2 465 224	96	4 050	122	2 461 174	148 511 065
Réseaux d'égout	19	823 222	45	3 416 243	71	4 239 465	97	99 189	123	4 140 276	149 506 079
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	2 086 407	46	1 457	72	2 087 864	98		124	2 087 864	150
Matières recyclables	21	3 710 175	47	83 781	73	3 793 956	99		125	3 793 956	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	32 186	49	6 795	75	38 981	101		127	38 981	153
Protection de l'environnement	24	1 907 976	50	9 376	76	1 917 352	102		128	1 917 352	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	12 694 436	52	6 906 545	78	19 600 981	104	204 428	130	19 396 553	156 1 547 660



**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
<b>Santé et bien-être</b>											
Logement social	157		172		187		202		217		232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159		174		189		204		219		234
	160		175		190		205		220		235
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	985 293	176	18 515	191	1 003 808	206	112 452	221	891 356	236
Rénovation urbaine	162	161 485	177		192	161 485	207		222	161 485	237
Promotion et développement économique	163	2 012 828	178	43	193	2 012 871	208	5 432	223	2 007 439	238
Autres	164	529 538	179		194	529 538	209		224	529 538	239
	165	3 689 144	180	18 558	195	3 707 702	210	117 884	225	3 589 818	240
<b>Loisirs et culture</b>											
Activités récréatives	166	6 425 400	181	1 956 807	196	8 382 207	211	1 738 415	226	6 643 792	241 226 139
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	1 534 633	182	96 809	197	1 631 442	212	80 202	227	1 551 240	242 30 504
Autres	168	2 098 224	183	415 688	198	2 513 912	213	260 527	228	2 253 385	243 140 816
	169	10 058 257	184	2 469 304	199	12 527 561	214	2 079 144	229	10 448 417	244 397 459
<b>Réseau d'électricité</b>											
	170		185		200		215		230		245
	171	58 387 542	186	16 911 318	201	75 298 860	216	6 822 359	231	68 476 501	246 3 414 421

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

		2016	2015
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	20 255 787	25 395 315
Frais de financement	4	196 295	117 139
Autres	5		
	6	20 452 082	25 512 454

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		2016	2015
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	14 251 702	11 630 780
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	14 251 702	11 630 780
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	7 257 765	2 888 522
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(995 847)	(267 600)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	6 261 918	2 620 922
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	20 513 620	14 251 702
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	600 000	1 990 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	600 000	1 990 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		(1 657 600)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	995 847	267 600
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	995 847	(1 390 000)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	1 595 847	600 000
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	11 922 105	16 620 917
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(476 396)	(5 267 530)
Solde redressé au début de l'exercice	25	11 445 709	11 353 387
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	1 399 361	1 100 495
Activités d'investissement	27	(196 424)	(1 244 200)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	320 767	712 423
	30	1 523 704	568 718
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	12 969 413	11 922 105

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

		2016	2015
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>			
Solde au début de l'exercice	32	( 1 357 295 )	( 1 351 334 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(33 867)	
<b>Solde redressé au début de l'exercice</b>	<b>34</b>	<b>( 1 391 162 )</b>	<b>( 1 351 334 )</b>
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement - Augmentation	35	( 171 531 )	( 5 961 )
Activités de fonctionnement - Diminution	36	261 397	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37	( 609 347 )	( )
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	172 655	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>39</b>	<b>( 1 737 988 )</b>	<b>( 1 357 295 )</b>
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Solde au début de l'exercice	40	(6 956 214)	(2 092 078)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41		
<b>Solde redressé au début de l'exercice</b>	<b>42</b>	<b>(6 956 214)</b>	<b>(2 092 078)</b>
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43	2 381 267	(4 151 713)
<b>Virements</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44		
Excédent de fonctionnement affecté	45		
Réserves financières et fonds réservés	46	(320 767)	(712 423)
	47	2 060 500	(4 864 136)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>48</b>	<b>(4 895 714)</b>	<b>(6 956 214)</b>
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Solde au début de l'exercice	49	243 653 284	229 246 895
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50	510 263	
<b>Solde redressé au début de l'exercice</b>	<b>51</b>	<b>244 163 547</b>	<b>229 246 895</b>
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Affectations et virements</b>			
Activités de fonctionnement	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Financement à long terme des activités d'investissement	54	( 7 749 503 )	( 4 385 168 )
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55	9 185 684	8 871 288
Variation résiduelle de l'exercice	56	3 711 901	9 920 269
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>57</b>	<b>249 311 629</b>	<b>243 653 284</b>

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>10 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>10 000 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>10 000 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 4 □ 4 □ 2 □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 4 □ 7 □ 3 □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 3 □ 4 □ 2 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 7 □ 4 □ 5 □ 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 4 □ 4 □ 2 □ 0 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ 0 , □ 0 □ 8 □ 3 □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ 0 , □ 0 □ 8 □ 9 □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ 0 , □ 2 □ 5 □ 2 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ 0 , □ 3 □ 2 □ 8 □ 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ 0 , □ 0 □ 8 □ 3 □ 0 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	2   2   5   ,   0   0	\$
Égout	2	,	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	,	\$
Matières résiduelles	5	,	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
EAU AU COMPTEUR	2,2500	7	1000 GALLONS IMPÉRIAUX
SERVICE DE DETTE MINIMUM	,0015	1	RÈGL.1920
SERVICE DE DETTE MAXIMUM	,0568	1	RÈGL.1245
SERVICE DE DETTE MINIMUM	,0005	2	RÈGL.1237A
SERVICE DE DETTE MAXIMUM	,4715	2	RÈGL.1314
SERVICE DE DETTE MINIMUM	,4992	3	RÈGL.1348
SERVICE DE DETTE MAXIMUM	110,0823	3	RÈGL.1600
SERVICE DE DETTE MINIMUM	1,0018	7	PAR UNITÉ RÈGL.1770
SERVICE DE DETTE MAXIMUM	3 138,1200	7	PAR UNITÉ RÈGL.1635

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
 2 - du mètre carré  
 3 - du mètre linéaire  
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
 6 - % de la valeur locative  
 7 - autres (préciser)



**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	926 831	\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	1 554 541	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	1 000	

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30	.....	
Facteur comparatif de 2016	31	.....	
Valeur uniformisée	32	.....	
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35		\$
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36		\$
b) Dépenses d'investissement	37		\$
c) Total des frais encourus admissibles	38		\$
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des <b>routes locales de niveaux 1 et 2</b> :			
a) Numéro de la résolution	39	.....	
b) Date d'adoption de la résolution	40	.....	
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

### **Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017**



## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017</b>	
Revenus de taxes	46
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	47
Calcul de certains revenus de taxes	48
Taux des taxes	50
Taux global de taxation prévisionnel	51
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	54
Questionnaire	56

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	39 546 500
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	7 642 700
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	47 189 200

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	4 902 500
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	522 200
Matières résiduelles	13	6 000
Autres		
- Tarif	14	14 200
- Entretien des fossés	15	176 800
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	293 000
Service de la dette	18	4 378 100
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	649 200
	21	10 942 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	10 942 000
	26	58 131 200

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	17 900
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	17 900

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	83 400
Cégeps et universités	7	8 200
Écoles primaires et secondaires	8	407 900
	9	499 500

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	517 400

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	1 958 400
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	1 000
Taxes d'affaires	17	
	18	1 959 400

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	2 476 800

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 .....	x 2 .....	/100\$ 3 .....				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 5 248 719 807	x 5 0,4140	/100\$ 6 21 729 700				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 84 713 656	x 8 0,4540	/100\$ 9 384 600				
Immeubles non résidentiels	10 716 613 419	x 11 1,2520	/100\$ 12 8 972 000				
Immeubles industriels	13 429 656 020	x 14 1,6280	/100\$ 15 6 994 800				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	x 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 .....	x 20 .....	/100\$ 21 .....				
Immeubles agricoles	22 547 491 749	x 23 0,3030	/100\$ 24 1 658 900				
<b>Total</b>			25 39 740 000	26 ( 640 500 )	27 ( 157 700 )	28 604 700	29 39 546 500
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 .....	x 31 .....	/100\$ 32 .....				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 5 248 719 807	x 34 0,0800	/100\$ 35 4 199 000				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 84 713 656	x 37 0,0880	/100\$ 38 74 500				
Immeubles non résidentiels	39 716 613 419	x 40 0,2420	/100\$ 41 1 734 200				
Immeubles industriels	42 429 656 020	x 43 0,3140	/100\$ 44 1 349 100				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	x 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	x 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 547 491 749	x 52 0,0590	/100\$ 53 323 000				
<b>Total</b>			54 7 679 800	55 ( 123 500 )	56 ( 30 500 )	57 116 900	58 7 642 700

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	.....	X 2	..... /100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	.....	X 5	..... /100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus 7	.....	X 8	..... /100\$ 9				
Immeubles non résidentiels 10	.....	X 11	..... /100\$ 12				
Immeubles industriels 13	.....	X 14	..... /100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	.....	X 17	..... /100\$ 18				
Autres 19	.....	X 20	..... /100\$ 21				
Immeubles agricoles 22	.....	X 23	..... /100\$ 24				
<b>Total</b>			25	26 ( )	27 ( )	28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30	.....	X 31	..... /100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	.....	X 34	..... /100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus 36	.....	X 37	..... /100\$ 38				
Immeubles non résidentiels 39	.....	X 40	..... /100\$ 41				
Immeubles industriels 42	.....	X 43	..... /100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	.....	X 46	..... /100\$ 47				
Autres 48	.....	X 49	..... /100\$ 50				
Immeubles agricoles 51	.....	X 52	..... /100\$ 53				
<b>Total</b>			54	55 ( )	56 ( )	57	58
	<b>Valeur locative imposable</b>						
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b> 59		X 60	% 61	62 ( )	63 ( )	64	65



**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**  
(montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	[ 2   2   5 ] , [ 0   0 ] \$
Égout	2	[ ] [ ] [ ] , [ ] [ ] \$
Eau et égout	3	[ ] [ ] [ ] , [ ] [ ] \$
Traitement des eaux usées	4	[ ] [ ] [ ] , [ ] [ ] \$
Matières résiduelles	5	[ ] [ ] [ ] , [ ] [ ] \$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>59 083 400</u>
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u>                    </u>
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	<u>764 000</u>
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	<u>                    </u>
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	<u>                    </u>
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	<u>                    </u>
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	<u>                    </u>
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	<u>188 200</u>
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>
	10	<u>952 200</u>
<b>Revenus de taxes</b>	11	<u>58 131 200</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	58 131 200
<b>Ajouter</b>		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	188 200
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	764 000
<b>Total partiel</b>	4	<b>59 083 400</b>
<b>Déduire</b>		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	721 600
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	13 387 535
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	293 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
	10	14 402 135
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	11	<b>44 681 265</b>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation  
prévisionnel

1 44 681 265

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les  
revenus de la taxe foncière générale

2 7 027 194 651

**Taux global de taxation prévisionnel de 2017**

(ligne 1 + ligne 2) x 100 \$

3 

	0
--	---

 , 

6	3	5	8
---	---	---	---

 /100 \$

---

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u>		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	11 100 420	7 719 041			459 129	1 981 937
De secteur	2						
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	910 457	327 169			5 499	39 431
Autres	5	541 653	588 479			187 575	183 876
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	12 552 530	8 634 689			652 203	2 205 244

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	9	23 832 979	472 028	1 623 666	47 189 200
De secteur	10				
Autres	11				
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	1 594 458	18 040	1 483 046	4 378 100
Autres	13	4 739 758	13 293	16 266	6 270 900
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	30 167 195	503 361	3 122 978	57 838 200

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16	1 475 514 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	82 895 700 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	10 030 800 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	2 925 900 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	\$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 14 111 Saint-Jean  
(no) (rue)

Mirabel J7J 1Y3  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 475-8653  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 475-7876  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Jeannic D'Aoust

Téléphone (450) 475-2021  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 475-7876  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel j.daoust@ville.mirabel.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Amyot Gélinas, S.E.N.C.R.L

Titre COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

Adresse 905 boul. Michèle-Bohec, bureau 100  
(no) (rue)

Blainville, Québec J7C 5J6  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 971-1550  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 971-4646  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mtherrien@amyotgelinas.com

Responsable du dossier Mélanie Therrien, CPA auditrice, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)

\_\_\_\_\_ (Municipalité) \_\_\_\_\_ (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Jeannic D'Aoust , atteste que le rapport financier consolidé de Mirabel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-05-08 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Mirabel .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Mirabel consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Mirabel détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 15 638 971 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de ,7168 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-04-12 11:41:49

Date de transmission au Ministère :